

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 16 MAI 2022**

**Par le Service des communications
et des relations publiques**

Info de la Lièvre, 18 mai 2022, p. 24

Info du Nord Vallée de la Rouge, 18 mai 2022, p. 3

Info du Nord Sainte-Agathe, 18 mai 2022, p. 3

Info du Nord Tremblant, 18 mai 2022, p. 3

Soins de santé dans les Laurentides

L'Assemblée nationale reconnaît la « situation alarmante »

ALEX PROTEAU

aproteau@inmedias.ca

Pour la deuxième fois en un an, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une motion admettant la situation alarmante d'accessibilité aux soins de santé et services sociaux dans les Laurentides.

Cette motion reconnaît l'urgence de voir appliquer les principes du Plan santé dans la région. « On trouve bien jolie la ville de Québec, mais on aimerait mieux rester dans nos régions pour voir nos patients », exprime le Dr Simon-Pierre Landry, médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence de l'Hôpital laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts. Porte-parole de la Coalition Santé Laurentides (CSL), ce dernier a fait la route des Laurentides à Québec pour se faire entendre.

Selon la CSL, le *Plan québécois des infrastructures* (PQI) n'a pas été bonifié, et ce même si les besoins ont augmenté.

« Le chiffre qu'on donne c'est 60%, c'est-à-dire que son équipe médicale représente 60% des ressources de la moyenne du Québec, dit-il. En comparaison, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est 120% »,

explique le Dr Landry.

« C'est très difficile d'avoir un médecin de famille dans les Laurentides. Si on a 60% des ressources de la moyenne du Québec, ça veut dire qu'ils [les patients] vont attendre encore plus longtemps qu'ailleurs », ajoute-t-il.

Selon la CSL, la région des Laurentides est la pire au Québec en termes d'accès aux soins de santé. Depuis trois décennies, sa population a doublé, elle vieillit et le nombre de villégiateurs est en hausse constante. Pourtant, les centres hospitaliers n'ont pas été agrandis et n'ont pas été modernisés de façon adéquate.

Encore cette année, 6000 personnes ont vu leur nom s'ajouter sur la liste d'attente qui en comportait déjà 85 000. « L'année prochaine, la situation va encore se détériorer. On va un jour dépasser le 100 000 », mentionne Dr Landry.

CHAQUE HÔPITAL MÉRITE DES SOINS

Bien que la problématique soit régionale, le médecin de famille à Mont-Tremblant constate différents besoins par hôpital.

Selon lui, les hôpitaux de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et de Mont-Laurier,



À l'Hôpital laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts, les besoins sont principalement causés par l'accroissement démographique de cette partie des Laurentides. (Photo L'Info du Nord - Alex Proteau)

demeurent les plus urgents. « Comme le gouvernement n'a pas investi de sommes supplémentaires à Mont-Laurier, le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU), en raison de l'inflation, doit revoir à la baisse la modernisation de l'hôpital, ce qui est épouvantable », pense-t-il.

Quant à l'Hôpital laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts, les besoins sont principalement causés par l'accroissement démographique de cette partie des Laurentides. « Les sommes sont en décalage avec les besoins...Il faut investir en comprenant que la population va continuer à vieillir et à augmenter plus vite que la moyenne du Québec », conclut Simon-Pierre Landry. 🗣️



Le médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence de l'Hôpital laurentien à Sainte-Agathe-des-Monts, le Dr Simon-Pierre Landry. (Photo gracieuseté)

L'info du Nord SAINTE-AGATHE

Mercredi 18 mai 2022 • Vol. 39 • No 31 • 13 077 exemplaires • InfoNordSainteAgathe.ca



(Photo: André Chevrier)

ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

Les Laurentides en bien mauvaise posture

PAGE 3



Info du Nord Sainte-Agathe, 18 mai 2022, p. 20

Info du Nord Tremblant, 18 mai 2022, p. 10



LE COMITÉ DES USAGERS DES SOMMETS RECHERCHE DES BÉNÉVOLES

- Vous avez des idées et des suggestions pour améliorer les soins dans la région?
- Vous aimeriez obtenir des renseignements et avoir accès à des ressources afin d'être mieux informé?
- Vous avez à cœur le bien-être de vos concitoyens?
- Vous êtes disponible une demi-journée par mois?

Joignez-vous à l'un de nos comités!

- Comité des usagers des Sommets
- Comité de résidents du Pavillon Philippe-Lapointe
- Comité de résidents des CHSLD de Mont-Tremblant et de Labelle

Pour signifier votre intérêt ou pour toute question, communiquez avec nous :

Boîte vocale : 819-324-4000, poste 34334
Courriel : comite.usagers.sommets@ssss.gouv.qc.ca

S'impliquer dans l'un de nos comités, c'est :

- Renseigner les usagers sur leurs droits et obligations;
- Promouvoir l'amélioration de la qualité des conditions de vie des usagers;
- Défendre les droits et intérêts des usagers;
- Travailler en partenariat avec le CISSS des Laurentides et des organismes communautaires;
- Participer à une rencontre par mois (environ 3 heures, selon vos disponibilités - relâche en été).

Les comités sont formés de membres issus de différents milieux : retraités, membres de la famille d'un résident, bénévoles, etc. Tous sont bienvenus.

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides

Québec

PO123071

CHRONIQUE ORTHOPÉDAGOGIQUE N° 14

Le trouble déficitaire DE L'ATTENTION AVEC OU SANS H

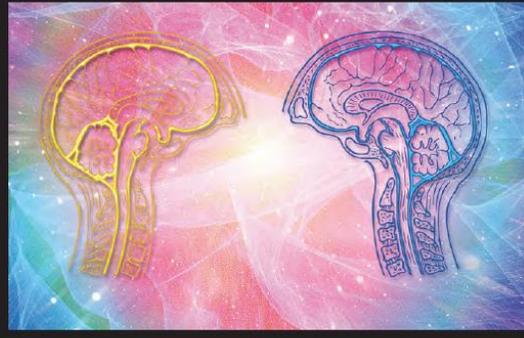
Geneviève Cusson
M.A. Orthopédagogue, Futé

Myriam Asselin
Psychoéducatrice, CISSS des Laurentides

Nous connaissons tous un ami, un collègue, un enfant, un membre de la famille qui dit être atteint d'un trouble déficitaire de l'attention. « Ah, moi, j'ai un TDA-H! » Mentionner avoir un TDA excuse bien des maladroitures. Mais s'agit-il bien d'un TDA-H...?

Le TDA avec ou sans hyperactivité est un trouble neurodéveloppemental, c'est-à-dire un trouble qui affecte le développement neurologique, cognitif et adaptatif. On estime à 7 % le nombre d'enfants et d'adolescents atteints de ce trouble, dont deux fois plus de garçons que de filles, et à moins de 4 % le nombre d'adultes. Cette différence s'explique par la maturation du cerveau à l'âge adulte. Une fois le développement du cerveau achevé, celui-ci peut alors mieux répondre aux demandes de l'environnement en s'autorégulant, en s'organisant et en s'adaptant.

On parle d'un TDA lorsque la majorité des symptômes est d'ordre attentionnel. On constate que la personne atteinte est souvent distraite, lunatique, lente à s'exécuter, prend du retard, oublie ou perd ses choses, a des difficultés à s'organiser, a du mal à persévérer dans les tâches qui exigent un effort soutenu. Si, en plus, cette personne a un grand besoin de bouger, a du mal à s'arrêter, parle constamment, répond aux questions avant même qu'elles soient posées, peine à attendre son tour et interrompt la conversation, c'est qu'elle peut aussi être H. En lisant ces comportements, penses-tu à quelqu'un en particulier? Attention, cette personne n'a pas d'émblée un TDA-H, car ce peut être des manifestations d'autre chose...



Pour diagnostiquer un TDA-H, une évaluation globale des comportements de l'individu doit donc être faite par un médecin, un (pédo)psychiatre, un (neuro)psychologue.

En effet, ces manifestations peuvent avoir d'autres causes qu'un TDA-H. Des difficultés d'audition ou un trouble de développement du langage peuvent faire paraître un individu distrait. Par manque de mots, un enfant peut évacuer son stress et son malaise par une activité motrice plus intense. Il peut alors être vu comme hyperactif. Chez l'adulte, le stress et la fatigue peuvent engendrer des comportements inattentifs et

des difficultés à s'organiser. Ces symptômes s'apparentent à ceux de la dépression. Ce qu'il faut retenir est que le TDA-H se manifeste par des comportements incapacitants qui nuisent au bon fonctionnement quotidien de l'individu.

Pour diagnostiquer un TDA-H, une évaluation globale des comportements de l'individu doit donc être faite par un médecin, un (pédo)psychiatre, un (neuro)psychologue. Ni toi ni moi n'avons les compétences pour diagnostiquer un TDA avec ou sans H chez notre ami, collègue ou enfant. Ni même en émettre un autodiagnostic!

Avec ou sans médicament, que les difficultés vécues soient d'origine neurodéveloppementale ou autres, la meilleure stratégie pour apprendre à vivre avec le TDA-H est d'adopter une approche globale qui implique de reconnaître ses comportements incapacitants et d'endosser d'autres comportements mieux adaptés à notre environnement.

Par exemple, il peut être difficile pour un individu ayant un TDA-H de planifier un souper avec des amis. Simple, diriez-vous! Pourtant, de trouver la recette parmi une infinité de choix, d'adapter celle-ci au bon nombre de personnes, d'aller chercher tous les ingrédients, de commencer la recette à une heure où elle sera prête à temps, de réaliser toutes les étapes de la recette exige une bonne dose de planification, d'organisation et d'attention. Pour pallier un déficit d'attention, l'individu doit nécessairement vérifier tous les ingrédients et dresser une liste, cocher la liste une fois à l'épicerie, établir un horaire de la journée, de chacune des étapes à réaliser, et mettre des alarmes dans son téléphone et, surtout, respecter consciencieusement les étapes de la recette et éviter toutes distractions.

Dans tous les cas, cette stratégie permet, avec ou sans diagnostic d'un TDA-H, de s'ajuster pour mieux fonctionner au quotidien. Modifier des comportements demande du temps et du soutien. Un psychologue, un travailleur social ou un psychoéducateur sont des professionnels tout indiqués pour soutenir cette démarche. Il faudra certes y mettre beaucoup d'effort, être patient et doux avec soi, car il faudra accepter de vivre quelques écueils... encore.

FUTÉ

orthopédagogie | consultation | formation

info@pedagogiefute.com

pedagogiefute.com

<https://www.facebook.com/fute.orthopedagogie/>

2

Grand McDon
Plus de 10 000 \$ récoltés

Le 11 mai dernier, l'annuel Grand McDon prenait vie dans les McDonald. Cette année, 10 500 \$ ont été amassés pour la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut. L'association soutient financièrement la nouvelle clinique externe de pédiatrie qui aide plus de 6 500 enfants par année. « *Cet argent sera entièrement consacré aux services et aux équipements pour les jeunes de notre territoire* », mentionne Daniel Desjardins, directeur général de la Fondation. « *Nous sommes très fiers de dire également que ce sont les enfants de chez nous qui en profitent* », termine-t-il.

Accès, 18 mai 2022, p. 14

Le Nord, 18 mai 2022, p. 14

ACTUALITÉ

EN MATIÈRE DE SANTÉ

QUÉBEC RECONNAÎT L'URGENCE D'AGIR DANS LES LAURENTIDES

France Poirier - Le 11 mai, des représentants de la Coalition santé des Laurentides (CSL) se rendaient à l'Assemblée nationale pour l'adoption d'une motion qui admettait la situation alarmante d'accessibilité aux soins de santé et services sociaux dans les Laurentides.

Cette motion, adoptée à l'unanimité, est la deuxième en un an. Elle reconnaît l'urgence d'appliquer les principes du Plan santé dans la région. Sous l'invitation du député indépendant de Chomedey, Guy Ouellette, et accompagnés des députés Christine St-Pierre (PLQ, Acadie), Sol Zanetti (QS, Jean-Lesage), Joël Arseneau (PQ, Îles-de-la-Madeleine) et Claire Samson (PCC, Iberville), le porte-parole de la CSL ont interpellé le gouvernement.

« La population laurentienne, qui continue de s'agrandir, ne dispose ni des infrastructures modernes nécessaires, ni des ressources en nombre suffisant pour assurer les besoins en santé et la sécurité de ses résidents. Actuellement, rien ne nous indique que les choses s'amélioreront dans l'horizon des dix prochaines années. Nous voulons avoir confiance que nous avons été entendus et surtout que des engagements concrets se matérialiseront rapidement »,

affirme d'entrée de jeu un porte-parole de la Coalition Santé Laurentides, le Dr Simon-Pierre Landry, médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence de l'hôpital Laurentien.

La CSL rappelle que depuis trois décennies, la population des Laurentides a doublé, elle vieillit et le nombre de villégiateurs est en hausse constante. Pourtant, les centres hospitaliers n'ont pas été agrandis et n'ont pas été modernisés de façon adéquate.

■ « RATTRAPAGE FINANCIER NÉCESSAIRE »

La CSL demande que le gouvernement du Québec mette tous les efforts pour assurer le rattrapage financier, la dotation adéquate des permis de médecins, et l'accélération des projets de modernisation de l'hôpital régional de Saint-Jérôme, ainsi que des cinq autres centres hospitaliers de la région.

« Avec 650 000 citoyens du Québec (7,5 %), la région a pendant trop longtemps souffert d'avoir reçu moins de 5 % du budget en santé et c'est encore le cas aujourd'hui. La croissance démographique n'a pas été suivie d'une croissance budgétaire. Les manques d'espaces et d'équipements rendent le recrutement des professionnels en santé, particulièrement les médecins, extrêmement



L'Hôpital laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts.

Photo: Novus

difficile. L'attribution des postes de médecins est aussi limitée par le gouvernement du Québec. Le constat de la vétusté de ses six centres hospitaliers est également sans équivoque : ils n'ont pas été conçus pour traiter le nombre actuel de citoyens dans les Laurentides », a fait savoir le président de la Coalition Santé Laurentides, Marc L'Heureux.

■ DES INFRASTRUCTURES INADÉQUATES À MODERNISER

Pour la CSL, « une accélération pleine et entière des projets de modernisation et d'agrandissement des centres hospitaliers des Laurentides s'impose ». Par ailleurs, le Plan santé prévoit un horizon de 2025 en matière d'investissements accrus en infrastructures, ainsi que la mise en place de milieux modernes, une accessibilité aux soins, des urgences plus fluides, un rehaussement du ratio de lits d'hôpitaux et un grand rattrapage des chirurgies.

Selon la CSL, « pour être mis en œuvre de manière prévisible et crédible, le Plan santé dans la région doit bonifier d'au moins 1,4 G\$ le Plan québécois des infrastructures

(PQ) pour parachever rapidement les trois projets planifiés d'ici 2032 que sont l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, l'Hôpital de Saint-Eustache et l'Hôpital de Mont-Laurier. Il doit également assurer une perspective de complétion pour les trois autres hôpitaux de la région à savoir l'Hôpital Laurentien de Sainte-Agathe-des-Monts, le Centre multi-service de soins et de services sociaux d'Argenteuil à Lachute, ainsi que le Centre de services de Rivière-Rouge ».

« Il est temps que Québec démontre concrètement de la proactivité vis-à-vis plusieurs engagements passés et de ce que défendent depuis les deux dernières années les élus municipaux, les médecins, le Conseil des médecins, des dentistes et des pharmaciens du CISSS des Laurentides, les gens d'affaires, les groupes communautaires et associations de personnes âgées, les associations d'usagers, et les institutions d'enseignement postsecondaire de la région. Les Laurentides veulent leur juste part, ni plus ni moins », conclut le Dr Simon-Pierre Landry.

DEUXIÈME MOTION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE
« LES LAURENTIDES
VEULENT
LEUR JUSTE PART »

— DR SIMON-PIERRE LANDRY

MYCHEL LAPOINTE
mychel.lapointe@infoslaurentides.com

« Il est temps que Québec démontre concrètement de la proactivité vis-à-vis plusieurs engagements passés et de ce que défendent depuis les deux dernières années les élus municipaux, les médecins, le Conseil des médecins, des dentistes et des pharmaciens du CISSS des Laurentides, les gens d'affaires, les groupes communautaires et associations de personnes âgées, les associations d'usagers et les institutions d'enseignement postsecondaire de la région. Les Laurentides veulent leur juste part, ni plus ni moins » lance le Dr Simon-Pierre Landry.

Membre de la Coalition Santé Laurentides, médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence de l'hôpital Laurentien, le Dr Landry résumait ainsi la semaine dernière l'exaspération grandissante des forces vives des Laurentides face au sous-financement de la santé dans la région.

Son intervention coïncidait avec le fait que, mercredi dernier (11 mai), l'Assem-

blée nationale adoptait à l'unanimité une motion « qui admet la situation alarmante d'accessibilité aux soins de santé et services sociaux dans les Laurentides ».

« LA PIRE AU QUÉBEC »

Ladite motion, la deuxième en un an, « reconnaît l'urgence de voir appliquer les principes du Plan santé dans la région. La Coalition Santé Laurentides (CSL), exige à présent que le gouvernement du Québec mette tous les efforts pour assurer le rattrapage financier, la dotation adéquate des permis de médecins et l'accélération des projets de modernisation de l'hôpital régional de Saint-Jérôme ainsi que des cinq autres centres hospitaliers de la région » notent les gens de la Coalition.

« La région des Laurentides est la pire au Québec en termes d'accès aux soins de santé. Depuis trois décennies, sa population a doublé, elle vieillit et le nombre de villégiateurs est en hausse constante. Pourtant, les centres hospitaliers n'ont pas été agrandis et n'ont pas été modernisés de façon adéquate. La région doit donc pouvoir compter sur l'application prioritaire du Plan santé du gouvernement du Québec et bénéficier d'une majo-



« Il est temps que Québec démontre concrètement de la proactivité vis-à-vis plusieurs engagements passés » évalue le Dr Simon-Pierre Landry.

ration importante du Plan Québécois des infrastructures (PQI) dédiée au parachèvement de ses six centres hospitaliers ».

MOINS DE 5% DU BUDGET

Aux yeux de Marc L'Heureux, président de la Coalition Santé Laurentides et vice-président du Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides, les choses ne peuvent être plus claires :

« Avec 650 000 citoyens du Québec (7,5%), la région a pendant trop longtemps souffert d'avoir reçu moins de 5% du budget en santé et c'est encore le cas aujourd'hui. La croissance démographique n'a pas été suivie d'une croissance budgétaire et l'organisation de nos services en conséquence. Les manques d'espaces et d'équipements rendent le recrutement des professionnels en santé, particulièrement les médecins, extrêmement difficile. L'attribution des postes de médecins est aussi inexplicablement limitée par le gouvernement du Québec. Le constat de la vétusté de ses six centres hospitaliers est également sans équivoque : ils n'ont pas été conçus pour traiter le nombre actuel de citoyens dans les Laurentides. ».

IMPACTS MAJEURS

Cette situation, évalue-t-on à la Coalition, a des impacts majeurs sur la santé de la population.

« Les listes d'attentes s'allongent, les délestages se prolongent, les attentes pour des tests diagnostiques créent énormément d'anxiété. De même, le manque d'espaces et d'équipements affecte directement le déconditionnement des patients en perte d'autonomie. Ces délais causent souvent une détérioration de l'état de santé des patients ».

C'est aussi sans compter que « près de 30% des patients des Laurentides doivent sortir pour recevoir des soins et services. Ils doivent aller à Laval ou Montréal et certains se rendent jusqu'en Montérégie et bon nombre de Laurentiens se dirigent vers Hawkesbury, en Ontario ».

À un point tel que, souhaite-t-on, « le Plan santé du gouvernement du Québec, qui mise sur l'accessibilité des soins, l'efficacité, l'innovation, l'évaluation des soins, la décentralisation ainsi que sur des mesures de performance et d'appréciation des patients, doit être prioritairement appliqué dans la région des Laurentides pour opérer le rattrapage financier nécessaire ».

EN CONTEXTE DE COVID

LE CISSS SOULIGNE LE TRAVAIL DE SES GESTIONNAIRES

Dans le cadre de la journée annuelle des gestionnaires du réseau de la santé et des services sociaux, qui se tient aujourd'hui (18 mai), le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides tient à souligner la grande qualité du travail de ses quelque 500 gestionnaires, particulièrement en contexte de COVID-19.

La direction du CISSS souhaite notamment mettre en lumière leur travail acharné sans compter leurs heures, surtout depuis les deux dernières années, pour accompagner les équipes d'employés pour qui une semaine de la reconnaissance sera également soulignée en juin prochain.

FAIRE LA DIFFÉRENCE

Afin de faire face à la crise sanitaire et de maintenir une offre de service de qualité à la population des Laurentides, ce n'est pas sans sacrifice dans leur vie personnelle que les gestionnaires ont investi du temps, et mis à profit leurs compétences et talents chaque jour pour que tous les usagers reçoivent les services auxquels ils ont droit.

« Au nom de toute notre organisation, je tiens à remercier nos gestionnaires d'avoir contribué à faire la différence au quotidien tout au long de la pandémie, a affirmé Mme Rosemonde Landry, présidente-directrice générale du CISSS des Laurentides. Autant dans les secteurs cliniques que dans les secteurs de soutien, notre équipe de gestion a su garder le cap sur les nouvelles priorités, et ce, dans un contexte où les façons de



Rosemonde Landry.

faire ont dû être modifiées à plusieurs occasions.»

Rappelons que le CISSS des Laurentides regroupe des hôpitaux, des CLSC, des centres d'hébergement, des centres de protection et de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation, des centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en trouble du spectre de l'autisme, des centres de réadaptation en déficience physique et des centres de réadaptation en dépendance.

FERMETURE DE LA CLINIQUE VACCINATION DE SAINT-SAUVEUR



Dernièrement, c'était le souper d'équipe avec employés(es) et direction à la cabane à sucre de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson pour l'équipe de vaccination de la clinique située à Saint-Sauveur. Pourquoi je vous parle de cette clinique? Car plusieurs de ces personnes sont de notre région et elles ont fait une différence! Pour eux, spectacle surprise de Seb & Jess. Sur la photo : Julie (petit pois) Le Sieur, Brigitte Bélanger, Catherine Beaulieu (directrice), Seb & Jess et Bernard (M. Bernard) Viens entourent mon collègue radio, Ricky Dee de Rythme FM. Ces gens ont le sentiment d'avoir accompli leur mission et ils souhaitent le meilleur à la population des Basses Laurentides. Santé et bonheur pour la belle saison.

PÉNURIE DE PHARMACIENS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

LA SITUATION DEMEURE PRÉOCCUPANTE DANS LES LAURENTIDES

La pénurie de main-d'œuvre chez les pharmaciens des établissements de santé du Québec (A.P.E.S.) se poursuit. Selon la dernière enquête annuelle de l'A.P.E.S., le taux de pénurie dans les établissements du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides s'élevait à 26 %, soit 15 postes de pharmaciens d'établissements non comblés au 1er avril 2021. Les jours de dépannage se sont quant à eux élevés à 1 331 jours, ce qui représente une hausse de 358 jours comparativement à l'an passé, à pareille date.

Au CISSS de Lanaudière, le taux de pénurie était de 24 %, soit neuf postes de pharmaciens d'établissements non

comblés au 1er avril 2021. En ce qui a trait aux jours de dépannage, ceux-ci totalisaient 96 jours.

À l'échelle du Québec, environ un poste de pharmacien d'établissement sur cinq (18 %) était non pourvu. Toujours au 1er avril 2021, l'enquête a révélé que 280 postes en équivalent temps complet (ETC) étaient non comblés et que 6238 jours de dépannage ont été requis du 1er avril 2020 au 31 mars 2021. Le recours au dépannage a donc augmenté de 735 jours comparativement à la situation au 1er avril 2020. De plus, le manque de pharmaciens d'établissements continue de se faire sentir dans toutes les régions du Québec. Cette pénurie perdure

maintenant depuis 20 ans.

L'insuffisance de pharmaciens est d'autant plus préoccupante du fait qu'elle affecte l'ensemble de la couverture de soins pharmaceutiques du réseau de la santé. En effet, selon des données internes de l'A.P.E.S., de nombreux CHSLD n'ont pas de pharmaciens pour prendre en charge la pharmacothérapie des patients et la situation est tout aussi problématique pour les soins de courte durée.

Par exemple, au Québec, seulement 27 % des besoins de soins pharmaceutiques des patients sont couverts en santé mentale (clientèle hospitalisée), alors qu'ils sont couverts à 42 % dans les urgences et à 26

% pour les patients atteints de maladies rénales, dont ceux en dialyse (clientèle des cliniques ambulatoires).

L'A.P.E.S. évoque des solutions et offre sa collaboration

Certes, le renouvellement de l'entente de travail, entérinée par les membres de l'A.P.E.S. le 20 janvier 2022, constitue une avancée pour lutter contre la pénurie de pharmaciens d'établissements. Toutefois, la situation est encore loin d'être résolue et pour parvenir à des solutions durables, l'A.P.E.S. souhaite travailler de concert avec le gouvernement du Québec.

« Si l'on veut parvenir à des solutions

complètes et durables, le gouvernement devra aussi poser des gestes concrets pour valoriser la profession et encourager la réalisation de la maîtrise en pharmacothérapie avancée. C'est primordial pour doter les établissements de santé de pharmaciens adéquatement formés dans tous les secteurs de soins où leur expertise est nécessaire. Il y a urgence d'agir », note le président de l'A.P.E.S., le pharmacien François Paradis.

Plus précisément, l'A.P.E.S. demande au gouvernement d'augmenter les admissions à la maîtrise, qui est nécessaire pour exercer en milieux de soins aigus, ainsi que le nombre de bourses. Elle lui demande également de travailler de concert avec les facultés de pharmacie afin de rendre le programme de maîtrise plus accessible aux étudiants, notamment en leur permettant de suivre le bloc de cours à distance. En offrant plus de flexibilité, une telle mesure faciliterait la formation de nouveaux pharmaciens, particulièrement en région.

« Ces actions, jumelées à la mise en place d'une campagne pour promouvoir la profession de pharmacien d'établissement de santé, contribueraient sans aucun doute à accroître l'attractivité de la profession. C'est ainsi que nous en viendrons à résorber la pénurie de longue date et que nous pourrions répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi l'A.P.E.S. offre sa pleine collaboration au gouvernement pour mettre en place ces mesures », de conclure Linda Vaillant, pharmacienne et directrice générale de l'A.P.E.S.

L'enquête de l'A.P.E.S. est menée annuellement auprès des départements de pharmacie des établissements de santé du Québec. Sur 40 départements, 37 ont participé à cette enquête en 2021, soit un taux de réponse de 92,5 %. L'enquête couvre l'exercice budgétaire des établissements de santé allant du 1er avril 2020 au 31 mars 2021.



Photo (A.P.E.S., courtoisie)

Le taux de pénurie dans les établissements CISSS des Laurentides s'élevait à 26 %, soit 15 postes de pharmaciens d'établissements non comblés au 1er avril 2021.

Nouvelles des Laurentides, site Internet

Le CISSS des Laurentides souligne le travail de ses gestionnaires

<https://nouvelleslaurentides.ca/le-ciiss-des-laurentides-souligne-le-travail-de-ses-gestionnaires/>

L'Écho de la Rive-Nord, site Internet

La Direction de santé publique des Laurentides rappelle les mesures de prévention et de précaution à adopter lorsqu'il fait très chaud

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/societe/461855/la-direction-de-sante-publique-des-laurentides-rappelle-les-mesures-de-prevention-et-de-precaution-a-adopter-lorsquil-fait-tres-chaud>



DEUXIÈME MOTION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

« LES LAURENTIDES VEULENT LEUR JUSTE PART »

— DR SIMON-PIERRE LANDRY

Mychel Lapointe
redaction@groupejcl.ca

« Il est temps que Québec démontre concrètement de la proactivité vis-à-vis plusieurs engagements passés et de ce que défendent depuis les deux dernières années les élus municipaux, les médecins, le Conseil des médecins, des dentistes et des pharmaciens du CISSS des Laurentides, les gens d'affaires, les groupes communautaires et associations de personnes âgées, les associations d'usagers et les institutions d'enseignement postsecondaire de la région. Les Laurentides veulent leur juste part, ni plus ni moins » lance le Dr Simon-Pierre Landry.

Membre de la Coalition Santé Laurentides, médecin de famille à Mont-Tremblant et à l'urgence de l'hôpital Laurentien, le Dr Landry résumait ainsi la semaine dernière l'exaspération grandissante des forces vives des Laurentides face au sous-financement de la santé dans la région.

Son intervention coïncidait avec le fait que, mercredi dernier (11 mai), l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion « qui admet la situation alarmante

d'accessibilité aux soins de santé et services sociaux dans les Laurentides ».

« LA PIRE AU QUÉBEC »

Ladite motion, la deuxième en un an, « reconnaît l'urgence de voir appliquer les principes du Plan santé dans la région. La Coalition Santé Laurentides (CSL), exige à présent que le gouvernement du Québec mette tous les efforts pour assurer le rattrapage financier, la dotation adéquate des permis de médecins et l'accélération des projets de modernisation de l'hôpital régional de Saint-Jérôme, celui de Saint-Eustache, ainsi que des cinq autres centres hospitaliers de la région » notent les gens de la Coalition.

« La région des Laurentides est la pire au Québec en termes d'accès aux soins de santé. Depuis trois décennies, sa population a doublé, elle vieillit et le nombre de villégiateurs est en hausse constante. Pourtant, les centres hospitaliers n'ont pas été agrandis et n'ont pas été modernisés de façon adéquate. La région doit donc pouvoir compter sur l'application prioritaire du Plan santé du gouvernement du Québec et bénéficier d'une majoration importante du Plan Québécois



des infrastructures (PQI) dédiée au parachèvement de ses six centres hospitaliers ».

MOINS DE 5% DU BUDGET

Aux yeux de Marc L'Heureux, président de la Coalition Santé Laurentides et vice-président du Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides, les choses ne peuvent être plus claires :

« Avec 650 000 citoyens du Québec (7,5%), la région a pendant trop longtemps souffert d'avoir reçu moins de 5% du budget en santé et c'est encore le cas aujourd'hui. La croissance démographique n'a pas été suivie d'une croissance budgétaire et l'organisation de nos services en conséquence. Les manques d'espaces et d'équipements rendent le recrutement des professionnels en santé, particulièrement les médecins, extrêmement difficile. L'attribution des postes de médecins est aussi inexplicablement limitée par le gouvernement du Québec. Le constat de la vétusté de ses six centres hospitaliers est également sans équivoque : ils n'ont pas été conçus pour traiter le nombre actuel de citoyens dans les Laurentides. ».

IMPACTS MAJEURS

Cette situation, évalue-t-on à la Coalition, a des impacts majeurs sur la santé de la population.

« Les listes d'attentes s'allongent, les délestages se prolongent, les attentes pour des tests diagnostiques créent énormément d'anxiété. De même, le manque d'espaces et d'équipements affecte directement le déconditionnement des patients en perte d'autonomie. Ces délais causent souvent une détérioration de l'état de santé des patients ».

C'est aussi sans compter que « près de 30% des patients des Laurentides doivent sortir pour recevoir des soins et services. Ils doivent aller à Laval ou Montréal et certains se rendent jusqu'en Montérégie et bon nombre de Laurentiens se dirigent vers Hawkesbury, en Ontario ».

À un point tel que, souhaite-t-on, « le Plan santé du gouvernement du Québec, qui mise sur l'accessibilité des soins, l'efficacité, l'innovation, l'évaluation des soins, la décentralisation ainsi que sur des mesures de performance et d'appréciation des patients, doit être prioritairement appliqué dans la région des Laurentides pour opérer le rattrapage financier nécessaire ».

**TRANSPORTEURS BÉNÉVOLES
RECHERCHÉS**

Le CISSS des Laurentides recherche des bénévoles en accompagnement transport souhaitant s'impliquer auprès de jeunes en offrant de leur temps.

Si vous possédez un véhicule et que vous êtes intéressés, veuillez communiquer au **450 432-2777, poste 78402** afin d'obtenir de plus amples informations.



Centre collégial
de santé
et de services sociaux
des Laurentides

Québec 

**TIRAGE-ARGENT
DE LA FONDATION MANOIR SAINT-
EUSTACHE**

La Fondation Manoir Saint-Eustache a procédé le 11 mai à son tirage-argent mensuel de l'année 2022 (2 tirages). Les gagnants sont Catherine Devost de Saint-Eustache et Suzanne Bourduas de Saint-Eustache (premier prix de 900 \$), Christian Laurin de Blainville et François Grenon de Saint-Eustache (deuxième prix de 375 \$), Samuel Brière de Blainville et Nadia Perron de Mirabel (troisième prix de 170 \$). La Fondation Manoir Saint-Eustache félicite les gagnants et tient à remercier tous ses vendeurs, dont Lorraine Lapierre, Rita Robert et Édith Nantel qui ont vendu les six billets gagnants du mois de mai. Prenez note que le prochain tirage-argent aura lieu le 8 juin. Bonne chance à tous!

CIME, site Internet

Le personnel se fait frapper, mordre et insulter au quotidien, dénonce l'APTS

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/486014/le-personnel-se-fait-frapper-mordre-et-insulter-au-quotidien-denonce-l-aps>

Armes en centres jeunesse - Des mesures jugées suffisantes par le CISSS des Laurentides

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/485669/des-mesures-jugees-suffisantes-par-le-ciiss-des-laurentides>

Des armes saisies dans les centres jeunesse des Laurentides

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/faits-divers/485392/des-armes-saisies-dans-les-centres-jeunesse-des-laurentides>

L'APTS appuie une pétition - 10 jours de congé payés pour les victimes de violence conjugale

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/politique/485361/10-jours-de-conge-payes-pour-les-victimes-de-violence-conjugale>

Plus d'argent en santé, transport et accès à la nature

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/politique/485072/plus-d-argent-en-sante-transport-et-acces-a-la-nature>

CFLO, site Internet

FIQ-SPSL : manifestation devant le Centre Hospitalier de Mont-Laurier

<https://www.cflo.ca/fiq-spsl-manifestation-devant-le-centre-hospitalier-de-mont-laurier/>

Gérontologie et gériatrie sociale : 75 000 \$ pour un projet pilote dans Antoine-Labelle

<https://www.cflo.ca/gerontologie-et-geriatrie-sociale-75-000-pour-un-projet-pilote-dans-antoine-labelle/>

Huit maires des Laurentides feront une sortie pour exiger plus en santé, transports et accès à la nature

<https://www.cflo.ca/huit-maires-des-laurentides-feront-une-sortie-pour-exiger-plus-en-sante-transports-et-acces-a-la-nature/>

CFLO, site Internet (suite)

Un manque incroyable d'employé(e)s pour le CISSS des Laurentides dans Antoine-Labelle

<https://www.cflo.ca/un-manque-incroyable-demployees-pour-le-ciiss-des-laurentides-dans-antoine-labelle/>

78 hospitalisations dans les Laurentides

<https://www.cflo.ca/78-hospitalisations-dans-les-laurentides/>